### **📄 Modèle de courrier – Atteinte aux droits fondamentaux des enfants et des professionnel·les dans un EAJE**

📍 À adresser au Défenseur des droits (via formulaire ou courrier postal)

**[Prénom NOM]** Professionnel·le de la petite enfance
 [Adresse]
 [Email / Téléphone (facultatif)]

**À l’attention de :** Défenseur des droits
 Libre réponse 71120
 75342 Paris Cedex 07

**Ou via le formulaire en ligne** : https://formulaire.defenseurdesdroits.fr/

**Objet : Signalement – Atteinte aux droits fondamentaux des enfants et des professionnel·les dans [nom de la structure]**

**Date : [XX/XX/20XX]**

Madame, Monsieur,

Je souhaite par la présente porter à votre connaissance des faits préoccupants qui me semblent constituer des atteintes aux droits fondamentaux d’enfants et de salarié·es, dans le cadre de l’accueil en crèche / micro-crèche [nom de la structure], située à [adresse].

Depuis [période], plusieurs dysfonctionnements graves perdurent et impactent la sécurité, la santé, le développement des enfants accueillis, ainsi que les droits fondamentaux des professionnel·les qui les accompagnent. Ces faits concernent notamment :

* des conditions d’accueil incompatibles avec la sécurité et le bien-être des enfants (sous-effectifs, locaux inadaptés, absence de protocole d’urgence, violences verbales ou physiques banalisées),
* des pratiques de gestion ou de direction dénigrant la parole des professionnel·les, instaurant un climat de peur et de représailles,
* une absence de réaction des autorités compétentes malgré des signalements effectués auprès de la PMI, de l’inspection du travail ou de la médecine du travail.

Ces situations, répétées et banalisées, sont contraires aux principes énoncés dans la Convention internationale des droits de l’enfant (CIDE), à la Déclaration des droits de l’Homme, ainsi qu’au Code du travail et à la législation relative à la protection des lanceurs d’alerte.

Je vous sollicite aujourd’hui afin que vous puissiez, dans le cadre de vos missions de protection des droits, examiner cette situation et, le cas échéant, intervenir ou relayer le signalement vers les autorités compétentes.

Je peux fournir, si besoin, des éléments complémentaires dans le respect de la confidentialité et de la protection des personnes concernées.

Dans l’attente de votre retour, veuillez recevoir, Madame, Monsieur, l’expression de mes salutations respectueuses.

**[Signature]**